

## I - ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2010

### PARTIE A - RAPPORT D'ACTIVITE

#### 1- Présentation de l'évolution des affaires, des résultats et de la structure financière du groupe au cours de l'exercice 2010

Le groupe Bricorama a poursuivi sa politique de développement sur l'exercice 2010, a conforté sa bonne structure financière et a poursuivi les actions stratégiques initiées depuis plusieurs années qui doivent permettre d'améliorer, d'une part son chiffre d'affaires au mètre carré et d'autre part, sa rotation de stock.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 698,0 millions d'euros en progression de 3,30 % par rapport à l'exercice 2009 publié. Ce chiffre d'affaires ne comprend plus l'activité des éoliennes, classée en actifs destinés à être cédés, ni le montant acquis par les porteurs de cartes Bricobonus, en application de la norme comptable IFRIC 13. Sur la base d'un chiffre d'affaires 2009 pro forma retraité de ces deux éléments, les ventes annuelles consolidées ont progressé de 4,01 %.

Après trois premiers trimestres bien orientés en terme de chiffre d'affaires, l'activité de fin d'année a été plus difficile, en particulier en France à cause des événements sociaux en octobre et de très mauvaises conditions météorologiques en décembre.

En France, l'activité a été marquée par une croissance des ventes à périmètre comparable, que les nouvelles ouvertures sont venues soutenir. Le groupe a ainsi procédé au cours de cette année, à l'ouverture de trois magasins (Marseille 7, Courbevoie et Le Plessis Robinson) ainsi qu'à trois rachats à Chemillé (ancien franchisé Bricorama), Châtellerault et Jardres. Parallèlement, le nouveau concept Bricorama initié à Mareuil-lès-Meaux en 2009 a été reconduit sur les villes de Royan, Granges-les-Valences, Châtellerault et enfin Jeuxey à l'occasion d'un transfert de magasin (anciennement Golbey).

A périmètre courant, le chiffre d'affaires activité bricolage en France, s'est élevé à 458,8 millions d'euros en progression de 4,56 % (hors Bricobonus en 2009).

Au Benelux, le chiffre d'affaires a reculé à surface constante compte-tenu d'un décrochage persistant des Pays-Bas, que la quasi-stabilité des affaires en Belgique n'a pas permis de compenser. A périmètre courant et pour l'ensemble de l'année, l'activité au Benelux atteint 217,6 millions d'euros en progression de 2,28 %. Ce résultat est le fruit d'une politique d'expansion qui reste soutenue avec le rachat d'un nouveau magasin en Belgique sur le premier semestre à Eeklo tandis qu'aux Pays-Bas, le groupe a effectué deux acquisitions à Middelharnis et Venlo puis ouvert un magasin à Apeldoorn en partenariat avec un autre franchisé Karwei.

Parallèlement à cette expansion, le deuxième semestre aux Pays-Bas a été marqué pour la réouverture du magasin de Haarlem après travaux sur une surface augmentée devenant ainsi le plus grand magasin Gamma du groupe.

En Espagne, les positions du groupe ont continué à progresser grâce aux ouvertures passées, sur un marché du bricolage se stabilisant désormais. Ainsi, au cours des deux derniers trimestres de l'année le chiffre d'affaires en Espagne à périmètre constant s'est inscrit en progression d'environ 5 % sur 2009.

D'autre part, l'exercice 2010 a été marqué par la montée en puissance des grands chantiers informatiques du groupe avec notamment la fin du déploiement SAP en magasins et la mise en application d'un processus de commandes automatiques performant qui doit permettre à la France d'améliorer ses performances commerciales et sa rotation de stock.

L'activité e-commerce s'est consolidée avec un chiffre d'affaires réalisé proche du million d'euros TTC. Ce premier résultat obtenu à partir d'un investissement minimum a incité le groupe à développer un projet e-commerce de plus grande envergure qui est opérationnel depuis mars 2011.

La marge commerciale s'est élevée à 275,5 millions d'euros et a représenté 39,5 % du chiffre d'affaires en 2010 contre 39,2 % en 2009. Son évolution résulte en France de l'amélioration des conditions d'achats associées à une meilleure maîtrise du taux de démarque inconnue. Inversement, la marge en Espagne est en baisse notable en

raison sur la première partie de l'année de mauvais résultats d'inventaire que les efficaces mesures prises après l'été n'ont que partiellement compensées.

Le résultat opérationnel courant a atteint 36,7 millions d'euros en hausse de 10,3 % par rapport à l'exercice précédent publié et de 3,65 % par rapport à l'exercice précédent retraité de l'impact de la CVAE. Il a représenté 5,26 % des ventes à comparer à un niveau de 4,93 % en 2009 (publié) et 5,25 % retraité de la CVAE.

Le résultat opérationnel s'est inscrit à 39,6 millions d'euros en hausse de 5,7 millions d'euros (soit 17,0 %) par rapport à 2009 retraité de la CVAE et correspond à 5,6 % du chiffre d'affaires. Cette évolution résulte principalement d'une amélioration de la marge commerciale associée à une bonne maîtrise des coûts.

Le résultat financier a représenté - 3,9 millions d'euros contre - 4,8 millions d'euros en 2009, résultat d'une stabilisation de l'endettement moyen et de conditions favorables des taux d'intérêts ainsi que du reclassement de l'activité éoliennes.

L'impôt sur les sociétés a sensiblement augmenté à 12,8 millions d'euros à comparer à 8,2 millions d'euros au cours de l'exercice précédent (après retraitement de la CVAE), en raison principalement de la prise en compte en résultat en 2009 de l'économie fiscale dégagée suite au classement en actifs/passifs destinés à être cédés de la filiale Eoliennes de Trémeheuc.

Le résultat net consolidé s'est élevé à 22,2 millions d'euros en hausse de 6,74 % par rapport à celui de l'exercice précédent (retraité de la CVAE). Il a représenté 3,18 % du chiffre d'affaires contre 3,08 % l'année précédente. Rapporté aux 5 655 312 actions existantes au 31 décembre 2010, le bénéfice par action s'est élevé à 3,92 euros.

Au 31 décembre 2010, les fonds propres consolidés tiers inclus s'élevaient à 274,1 millions d'euros soit une progression de 16,5 millions d'euros (avec prise en compte du retraitement de la CVAE) qui reflète essentiellement le résultat dégagé en 2010 diminué de la distribution de dividendes réalisée en 2010 au titre de l'exercice précédent.

Le besoin en fonds de roulement a à nouveau progressé en 2010 en raison notamment de la baisse du poste fournisseurs en France consécutive à la mise en œuvre de la loi dite LME qui prévoit une réduction, graduelle dans le secteur de bricolage, des délais de paiement. Parallèlement, les stocks ont légèrement augmenté en raison de l'ouverture de nouveaux magasins, et ce alors qu'à périmètre comparable les efforts entrepris ont permis une stabilisation voire une baisse des stocks. Compte-tenu d'autre part, des investissements et d'une capacité d'autofinancement de 52,4 millions d'euros, la dette nette s'est élevée à 121,6 millions d'euros à comparer aux 117,3 millions d'euros de fin 2009.

On soulignera par ailleurs, comme en 2009, le risque lié au différend juridique opposant Bricorama à Mr Bricolage sur le rachat par Bricorama d'un groupe de magasins provisionné à hauteur de 500 000 euros. Le montant de cette provision se base sur des rapports d'experts mandatés par Bricorama concluant à l'absence de préjudice financier compte-tenu des résultats réels des magasins concernés.

Un expert nommé par la Cour d'Appel a toutefois produit en 2009 un rapport principalement fondé sur le gain manqué prétendu, au titre de l'exploitation, de la valeur d'entreprise et du foncier. Cette estimation établie essentiellement sur des bases budgétaires a été évaluée à 9,8 millions d'euros. A la demande du tribunal, en date du 1er décembre 2010, l'expert a produit début 2011 un nouveau rapport complémentaire ramenant son évaluation à 6,7 millions d'euros.

A partir de ces documents et des plaidoiries, les juges resteront souverains pour apprécier un éventuel préjudice financier. Le jugement définitif ne sera rendu qu'en 2011. Dans ce contexte, Bricorama qui a déjà payé en 2007, suite au jugement prononcé par la Cour d'Appel, la somme de 500 000 euros, maintient sa provision à ce montant dans l'attente de la position définitive des juges.

Des informations complémentaires sur cette incertitude sont fournies en note 25.

## 2- Principaux éléments des comptes individuels et consolidés 2010

Les seules modifications de présentation ou d'évolution dans l'établissement du bilan, du compte de résultat et des annexes sont les suivantes :

- La CVAE a fait l'objet d'un reclassement du poste impôt et taxes en impôt sur les bénéficiaires ;
- Les résultats des éoliennes de Trémeheuc sont présentés sur une seule ligne en résultat d'actifs destinés à la vente ;
- Le chiffre d'affaire est minoré du montant acquis par les porteurs de cartes Bricobonus ;
- Les remises de fin d'année à recevoir au Benelux (cf. note 2.5.1) sont déterminées avec plus de précisions.

Une information complémentaire retraitée sur le chiffre d'affaires 2009 est donnée également en point 1 de la présentation des comptes consolidés

Tous les chiffres présentés dans le présent rapport sont en milliers d'euros sauf mention contraire, étant précisé que les comparatifs sont réalisés par rapport aux comptes 2009 pro-forma (pour la CVAE).

### a. Présentation des comptes individuels 2010

Le résultat social de l'exercice 2010 s'élève à 12,2 millions d'euros après impôt sur les sociétés et participation, contre 18,1 millions d'euros en 2009. Ceci résulte de la baisse du dividende versé par sa filiale Bricorama France. Il est notamment constitué de :

- 20,2 millions d'euros de revenus de prestations de services,
- 15,7 millions d'euros de produits financiers de participations, provenant essentiellement de distributions de filiales ; et de :
- 5,6 millions d'euros d'achats et charges externes d'exploitation,
- 0,6 million d'euros d'impôts, taxes et versements assimilés,
- 7,3 millions d'euros de salaires et traitements,
- 3,0 millions d'euros de charges sociales,
- 2,2 millions d'euros de dotations aux amortissements et provisions.

### b. Présentation des comptes consolidés 2010

#### 1. Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires	31/12/09	31/12/10	
France	441 639,0	458 773,1	
Benelux	212 774,4	217 616,1	
Espagne	19 587,1	21 624,2	
Eoliennes	1 734,5	0,0	
Asie	0,0	0,0	
<b>Chiffre d'affaires consolidé (publié)</b>	<b>675 735,0</b>	<b>698 013,5</b>	3,30 %
Retraitement éoliennes	- 1 734,5		
Retraitement porteurs de cartes	- 2 894,1		
<b>Chiffre d'affaires consolidé (retraité)</b>	<b>671 106,4</b>	<b>698 013,5</b>	4,01 %

Le chiffre d'affaires consolidé ressort en progression de 3,30 %.

Conformément à la norme IFRIC 13, le chiffre d'affaires n'intègre pas les montants acquis par les porteurs de cartes Bricobonus. Retraité de cet impact et du poids de l'activité éoliennes en 2009, le chiffre d'affaires serait en progression de 4,01 %.

#### 2. Marge commerciale

La marge commerciale 2010 est en légère progression par rapport à l'année précédente. Elle passe de 39,18 % en 2009 à 39,47 % en 2010.

Marge commerciale	31/12/09		31/12/10	
France	174 715,5	39,6 %	185 389,3	40,4 %
Benelux	80 635,4	37,9 %	82 248,1	37,8 %
Espagne	7 671,1	39,2 %	7 886,8	36,5 %
Eoliennes	1 734,5	NS	0,0	0,0 %
Asie	NS	NS	NS	NS
<b>Marge commerciale consolidée</b>	<b>264 756,5</b>	<b>39,2 %</b>	<b>275 524,2</b>	<b>39,5 %</b>

La marge commerciale en France progresse par rapport à 2009, fruit notamment de l'amélioration des conditions d'achat.

Au Benelux, l'année 2010 fait ressortir un taux de marge commerciale de 37,8 %, stable par rapport à 2009.

En Espagne, le taux de marge commerciale est de 36,5 %. Sa régression en 2010 par rapport à 2009 résulte d'un niveau de démarque inconnue élevé sur la première partie de l'année. Les mesures prises en terme de renforcement de l'audit interne sur le deuxième semestre doivent porter leurs fruits en 2011.

### 3. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant s'établit à 36 747,8 milliers d'euros, en hausse de 3 432,6 milliers d'euros (soit +10,3 %) par rapport au résultat de l'année précédente publié. Il représente 5,23 % du chiffre d'affaires 2010 contre 4,93 % en 2009.

Retraité de la CVAE sur 2009, le résultat est en progression de 3,65 %.

Résultat opérationnel courant	31/12/09	31/12/10
France	20 962,1	23 401,0
Benelux	12 376,0	14 565,8
Espagne	-598,2	- 1 407,8
Eoliennes	391,9	- 3,4
Asie	183,4	192,2

<b>Résultat opérationnel courant consolidé</b>	<b>33 315,2</b>	<b>36 747,8</b>
--	-----------------	-----------------

En France, le résultat opérationnel courant de l'activité bricolage augmente de 2 438,9 millions d'euros par rapport à 2009 pour s'établir à 5,05 % du chiffre d'affaires.

Au Benelux, le résultat opérationnel courant augmente par rapport à l'exercice précédent et représente 6,69 % du chiffre d'affaires.

En Espagne, le résultat opérationnel reste comme en 2009 négatif et résulte des charges de la structure de fonctionnement qui reste trop importantes au regard du faible volume d'activité dans ce pays fortement impacté par la crise économique.

### 4. Résultat financier

Le résultat financier est de - 3,9 millions d'euros en 2010 contre - 4,8 millions d'euros en 2009 et résulte notamment du coût moyen du financement du groupe et du reclassement des intérêts de l'activité éoliennes qui baisse de 3,34 % en 2009 à 2,87 % en 2010.

### 5. Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés s'établit à 12,8 millions d'euros en hausse de 124 % par rapport à 2009. Le volume d'impôt est normatif en 2010. Son évolution sur 2009 s'explique principalement par la prise en compte en 2009 d'un résultat d'impôts différés actifs, consécutifs à la comptabilisation de l'activité Eoliennes en « actifs destinés à la vente ».

Le taux effectif d'imposition consolidé du groupe ressort à 36,6 % en 2010 contre 28,1 % en 2009. (sur la base des comptes retraités de la CVAE). Cf note 7.

### 6. Résultat net consolidé

Le résultat net consolidé part du groupe s'élève à 22,2 millions d'euros en 2010 contre 21,0 millions d'euros en 2009.

Le BNPA passe de 3,72 euros en 2009 à 3,92 euros en 2010.

Compte-tenu des 105 000 options de souscription existantes au 31 décembre 2010, le BNPA dilué atteint 3,85 euros par action contre 3,65 euros par action au 31 décembre 2009.

Le ratio du résultat net sur le chiffre d'affaires s'établit à 3,16 % contre 3,12 % en 2009.

La rentabilité des capitaux propres s'élève à 8,10 % contre 8,18 % en 2009 et celle des capitaux employés à 5,48 % contre 5,56 % en 2009.

### 7. Dividendes

(en euros)	2006	2007	2008	2009	2010
Dividende/action	0,65	0,69	0,69	0,83	1,00*
Résultat distribué	3 629 485	3 900 448	3 902 165	4 693 909	5 655 312*
Quote-part ouvrant droit à abattement	1 094 552	611 590	613 420	688 947	731 040*
Avoir fiscal ou abattement (40 %)	437 821	244 636	245 368	275 579	292 416*
Dividende/capitaux propres	1,78 %	1,71 %	1,61 %	1,82 %	2,06 %
Dividende résultat net	16,39 %	16,59 %	19,51 %	22,23 %	25,47 %
Dividende/cours de Bourse	1,43 %	1,33 %	2,88 %	3,18 %	2,77 %

\* Un dividende de 1 euro par action sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires.

Le conseil d'administration a décidé, lors de sa réunion du 28 mars 2011, de faire usage de la délégation de compétence conférée par l'assemblée générale des actionnaires du 29 juin 2010, pour augmenter le capital social de 2 827 655 euros par incorporation de réserves, par la création et l'attribution gratuite aux actionnaires d'une action nouvelle pour dix actions anciennes détenues. Le capital social a en conséquence été fixé à 31 104 215 euros, composé de 6 220 843 actions.

Les actions nouvelles seront délivrées à partir du 3 mai 2011 et porteront jouissance à compte du 1er janvier 2010. Elles auront droit, au titre de l'exercice 2010 et des exercices ultérieurs, au même dividende que les actions anciennes. Le versement d'un dividende de 1,00 euro sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires du 16 mai 2011.

## 8. Immobilisations

Les actifs non courants passent de 258,7 millions d'euros en 2009 à 266,7 millions d'euros en 2010.

Cette variation résulte principalement de l'évolution des écarts d'acquisition suite aux opérations de croissance externe de l'année. On rappellera qu'à quelques rares exceptions près, le groupe n'est pas propriétaire des murs des magasins qu'il exploite.

## 9. Besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement hors effet impôt sur les sociétés est de - 17 millions d'euros et s'explique principalement, par les conséquences en France de la loi dite LME, et ce malgré à nouveau pour 2010 une bonne maîtrise du niveau des stocks. Cette nouvelle réglementation, entrée en vigueur le 1er janvier 2009, impose une réduction des délais de paiement des fournisseurs à 45 jours fin de mois. Elle autorise cependant une mise en œuvre progressive lorsque des accords de branche ont été passés, comme dans le cas du secteur du bricolage. La réduction des délais de paiement sera donc graduelle et s'étalera jusqu'en 2012, pesant ainsi régulièrement sur la trésorerie du groupe.

En France, le mécanisme de « reverse factoring », qui permettait au groupe de conserver l'avantage d'une politique d'escompte volontariste, est progressivement supprimé du fait des nouvelles contraintes de paiements rapprochés des fournisseurs.

## 10. Capitaux propres

Les capitaux propres passent de 258,0 millions d'euros fin 2009 à 274,1 millions d'euros au 31 décembre 2010. Leur progression s'explique essentiellement par l'effet conjugué du résultat (tiers inclus) de l'exercice 2010 qui s'élève à 22,2 millions d'euros et de la distribution effectuée courant 2010 au titre de l'exercice 2009, pour un montant de 4,7 millions d'euros.

## 11. Capital

L'Assemblée Générale du 29 mai 2000 a autorisé le Conseil d'Administration à mettre en place un programme de rachat d'actions destiné à régulariser le cours. Cette autorisation a été régulièrement renouvelée depuis lors et dernièrement par l'Assemblée Générale du 29 juin 2009.

Au 31 décembre 2010, le nombre d'actions propres détenues par Bricorama, qui n'a pas connu de mouvement en 2010, s'élevait à 12 807 actions.

Les salariés du groupe détenaient au 31 décembre 2010, par l'intermédiaire du FCPE Bricorama, 24 784 actions soit 0,44 % du capital de la société. Conformément aux textes en vigueur, la nomination d'administrateurs sur proposition des actionnaires salariés n'est pas envisagée.

Il existe des options de souscription en cours de validité, suite aux autorisations données antérieurement par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration d'attribuer de telles options de souscription. Aucune option n'ayant été exercée au cours de l'exercice, la diminution du nombre d'actions à créer en exercice d'options s'explique par 7 000 options de souscriptions qui sont devenues caduques en 2010. Aucune attribution de stock-options n'a été effectuée en 2010. Un rapport spécial sur les options de souscription a été établi par le Conseil d'Administration et mis à la disposition des actionnaires. Le nombre d'options de souscription s'élève à 105 000.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale du 27 juin 2008 a donné délégation au Conseil d'Administration pour une durée de 26 mois afin de procéder éventuellement à l'émission de titres d'emprunts ne pouvant excéder un montant nominal de 175 millions d'euros.

Le Conseil d'Administration bénéficie également de ces mêmes délégations en cas d'augmentation de capital avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription.

Aucune de ces délégations n'a été utilisée par le Conseil d'Administration au cours de l'exercice 2010.

Evolution du capital social	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2010
Capital social	27 919,11	28 264,11	28 276,56	28 276,56	28 276,56
Nombre d'actions (unités)					
• Ordinaires	5 583 823	5 652 823	5 655 312	5 655 312	5 655 312
• A dividende prioritaire	0	0	0	0	0
Nombre maximum d'actions à créer (unités)					
• Par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
• Par levée d'options de souscription	210 000	133 000	119 000	112 000	105 000

Le capital social est constitué de 5 655 312 actions d'une valeur nominale de 5 euros. Un droit de vote double est accordé aux actions entièrement libérées détenues au nominatif depuis 4 ans au moins au nom du même actionnaire.

Tout actionnaire venant à détenir une fraction égale ou supérieure à 2,5 % du capital social est tenu d'informer la société du nombre total d'actions qu'il possède ainsi que des droits de vote, actuels et potentiels, qui y sont attachés. A défaut d'avoir été régulièrement déclarées dans les dites conditions, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées de droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

La répartition du capital est la suivante :

	Capital	Droits de vote
M. Jean-Claude Bourrelier	1,29 %	1,90 %
Famille Bourrelier	0,80 %	0,91 %
M14	85,32 %	87,92 %
Concert JG Capital Management et IDI	7,47 %	5,49 %
Public	5,12 %	3,78 %
Total	100,00 %	100,00 %

## 12. Provisions pour risques et charges

Ce poste augmente légèrement en 2010, de 1,69 million d'euros, pour s'établir à 7,8 millions d'euros au 31 décembre 2010. L'essentiel de cette progression est à rattacher à l'augmentation de l'engagement de retraite vis-à-vis des salariés.

## 13. Endettement net

Au 31 décembre 2010, l'endettement net du groupe s'élève à 121,6 millions d'euros et représente 44,3 % des capitaux propres, soit une baisse de 1,15 point par rapport à 2009.

Au cours de l'exercice, le groupe a remboursé 32,5 millions d'euros de lignes court et moyen terme et a souscrit pour 35,2 millions d'euros de nouveaux emprunts moyen terme ou de nouvelles lignes court terme.

Au 31 décembre 2010, l'endettement relatif au retraitement de contrats de crédit-bail immobilier et mobilier représente 6,26 millions d'euros.

## 3 - Rémunération des dirigeants et des mandataires sociaux

- Rémunération de M. Jean-Claude Bourrelier, Président Directeur Général et M. Erik Haegeman, Directeur Général Délégué, mandataires sociaux :

Au titre de l'exercice 2010 (en euros bruts)	J.-C. Bourrelier	Erik Haegeman
Rémunération fixe (hors jetons de présence)	108 000	218 892
Rémunération variable	0	57 500
Rémunération exceptionnelle	0	0
Avantages en nature	néant	1 véhicule de fonction
Stock-options	0	4 000(*)

(\*) options exerçables au cours de 45,38 euros dont la fin de validité est le 20 août 2011.



	Gruto BVBA	Maatschap Bouwmarkt Gent
	Andenne Bricolage BVBA DIY Retail Service BVBA Maz BVBA Mag BVBA	CB Bouwmarkten NV Boco NV
Mme Michèle Bourrelier	Distriveti	Bricorama Mediterranee SL Bricorama Iberia SL
Mlle Annabelle Bourrelier M. Jean-Michel Bourrelier	M14 HDP SAS	Bricorama SA Bricorama NV Legerstock Vermeersch-Andries NV Bricorama SA
M. Erik Haegeman	Mekowa BVBA	Bricorama SA Belgium Properties Retailers NV Wickes Land Development
		Bricorama NV Bouwmar NV Robo NV CB Bouwmarkten NV Boco NV Interbrico SA Bricorama BV Bouwmarkt Elburg BV Bouwmarkt Beverwijk BV Rubus Bouwmarkt BV Bouwmarkt Haarlem BV Batkor Finance BV Megara BV Hasco Bouwmarkt Best BV Bricorama Bouwmarkt Apeldoorn BV Bricorama Bouwmarkten II BV Legerstock Vermeersch-Andries NV Bricorama SA Belgium Properties Retailers
M. Yoann Bourrelier	Electryb SARL	
M. Christian Roubaud		Bricorama NV Interbrico SA

## 5 - Dispositions sociales et environnementales

### 5.1. Développement durable

Le groupe Bricorama reste attentif, comme tous les ans, à s'inscrire dans un mouvement de développement volontaire et progressif. Cette démarche, initiée il y a plusieurs années, a principalement pour buts de :

- prévenir les risques juridiques et financiers dans les domaines de la sécurité, de l'environnement et du social,
- créer des économies sur les consommables, l'énergie, l'eau et réduire le volume des déchets,
- donner concrètement cette image responsable aux collaborateurs et aux clients.

Cette politique s'est poursuivie en 2010 avec notamment :

- la veille constante et automatisée des consommations énergétiques sur certains magasins,
- la maîtrise du stockage des produits dangereux,
- le maintien et l'entretien en magasins de conteneurs pour le recyclage des ampoules et des piles,
- le maintien et l'entretien de conteneurs pour le recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

La direction de la prévention des risques coordonne la mise en œuvre et assure le respect des procédures et règlements concernant la sécurité des bâtiments, des biens et des personnes.

## 5.2. Conséquences environnementales

Soucieux de poursuivre son engagement dans le domaine de l'environnement, Bricorama a fait réaliser en 2009, selon la méthodologie de l'Ademe, le bilan carbone® de 2 magasins représentatifs du groupe : Villiers-sur-Marne (94) et Sillingy (74). En permettant d'identifier les postes d'émission et les actions de réduction les plus efficaces, le Bilan carbone® est apparu pour le groupe comme un facteur de compétitivité et de performance tant en matière de réduction des coûts, de stimulation de l'innovation que d'amélioration de la qualité des produits. L'étude menée entre juillet et décembre 2009 a porté sur l'année 2008.

Dans la continuité de sa démarche d'amélioration de la qualité, il s'agissait pour le groupe de réaliser un bilan des émissions de gaz à effet de serre résultant des activités du groupe conforme à son engagement d'entreprise citoyenne.

Le rapport de cette étude a conduit l'entreprise à mettre en place une politique responsable de traitement des déchets. D'autres mesures sont en cours de réflexion pour limiter, à terme, l'émission de gaz à effet de serre.

## 5.3. Conséquences sociales

Le groupe continue à associer ses salariés à son développement et à sa réussite. En France, un nouvel accord d'intéressement signé le 11 juin 2010 et fondé sur le résultat d'exploitation prévoit le versement d'une prime en fonction d'objectifs budgétaires fixés à chaque magasin et service. Les valeurs de performance retenues pour le versement des primes sont :

- Le résultat d'exploitation ;
- Le chiffre d'affaires ;
- Le rendement.

Il existe un accord de participation. Celui-ci déroge au minimum légal en tenant compte de l'amélioration de l'activité.

Pour compléter ce dispositif de motivation et de fidélisation des salariés, le groupe a mis en place ces dernières années des plans d'options de souscription d'actions. A ce jour, il ne reste plus qu'un seul plan encore actif dont l'échéance est 2011.

### 5.3.1. Emploi

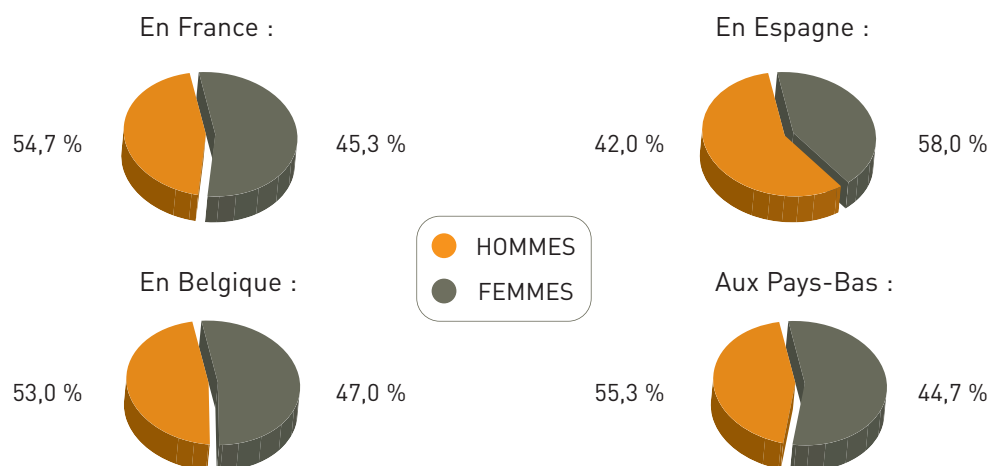
Effectif total du groupe au 31 décembre 2010*		%
France	2 523	61,3
Espagne	168	4,1
Belgique	568	13,8
Pays-Bas	854	20,8

<b>Total</b>	<b>4 113</b>	<b>100,0</b>
--------------	--------------	--------------

\* hors franchisés

Ancienneté moyenne de l'effectif total au 31 décembre 2010		Années
France		8,6
Espagne		3,1
Belgique		8,0
Pays-Bas		5,4

### Répartition par sexe de l'effectif total au 31 décembre 2010



### Effectif moyen par catégorie

	France	Espagne	Pays-Bas	Belgique
Cadres	183,5	6,7	41,0	49,5
Agents de maîtrise	313,4	46,8	0,0	0,0
Employés	1 922,2	83,9	394,0	518,5
<b>Total</b>	<b>2 419,9</b>	<b>137,5</b>	<b>435,0</b>	<b>568,0</b>

### Temps de travail : répartition entre temps plein et temps partiel en 2010

Le groupe a posé le principe selon lequel le temps partiel doit être choisi par le salarié et non subi par celui-ci.

	France	Espagne	Belgique	Pays-Bas	Total
<b>Sièges :</b>					
Temps plein	146	18	29	8	<b>201</b>
Temps partiel	15	4	6	6	<b>31</b>
<b>Magasins :</b>					
Temps plein	2 082	42	360	259	<b>2 743</b>
Temps partiel	280	97	173	581	<b>1 131</b>
<b>Total :</b>					
Temps plein	2 228	60	389	267	<b>2 944</b>
Temps partiel	295	101	179	587	<b>1 162</b>

### 5.3.2. Embauches

#### Contrats conclus en 2010

	CDD*	CDI
France	615	395
Espagne	45	116
Belgique	503	83
Pays-Bas	159	97
<b>Total</b>	<b>1 322</b>	<b>691</b>

\* (étudiants inclus)

### 5.3.3. Rémunérations

#### Rémunérations totales, charges sociales et autres éléments

	31/12/09	31/12/10
Rémunérations du personnel	-82 213,5	-88 256,9
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	-28 027,4	-30 127,1
<b>Charges liées aux retraites</b>	<b>92,7</b>	<b>-636,3</b>
Participation des salariés	-1 557,1	-1 452,7
Rémunérations en actions		
Autres charges de personnel	-504,1	-325,7
<b>Total charges de personnel</b>	<b>-112 209,5</b>	<b>-120 798,6</b>

#### Participation financière en France

##### Montant global de la réserve spéciale de participation

#### (en euros)

2009	1 557 110
2008	2 529 456
2007	2 153 360
2006	1 946 209

Sont bénéficiaires de la participation les salariés ayant au mois trois mois d'ancienneté.

##### Montant moyen de la réserve spéciale de participation et de l'intéressement par salarié

(en euros)	RSP	Intéressement
2009	573	999
2008	925	1 285
2007	786	954
2006	664	782

#### Part du capital social détenue par les salariés grâce à un système de participation

Le groupe Bricorama a mis en place en 1996 un plan d'épargne entreprise géré depuis 2007 par le Crédit Agricole et offrant aux salariés la possibilité d'investir en totalité ou partiellement la participation et l'intéressement dans les fonds suivants :

- Fonds Bricorama : exclusivement actions Bricorama
- Fonds dynamique : actions
- Fonds équilibre : obligations
- Fonds monétaire : monétaire
- Fonds dividende : dividendes sur actions Bricorama

Un abondement est versé par le groupe pour tous versements dans le fonds Bricorama.

Au 31 décembre 2010, les salariés du groupe détenaient 573 969,65 parts du fonds Bricorama, soit 24 784 actions représentant 0,44 % du capital de la société.

#### 5.3.4. Autres conditions de travail

Durée et aménagement du temps de travail : l'horaire hebdomadaire moyen affiché est de 35 heures en France.

#### 5.3.5. Formation

Nombre de salariés ayant suivi une formation

Catégories	France	Espagne	Belgique	Pays-Bas
Cadres	125	17	13	13
Agents de maîtrise	176	72	0	0
Employés	969	130	87	51
<b>Total</b>	<b>1 270</b>	<b>219</b>	<b>100</b>	<b>64</b>

Nombre d'heures de stage

Catégories	France	Espagne	Belgique	Pays-Bas
Cadres	1 182	352	121	309
Agents de maîtrise	1 933	458	0	0
Employés	9 418	870	588	784
<b>Total</b>	<b>12 533</b>	<b>1 673</b>	<b>709</b>	<b>1 093</b>

#### 5.3.6. Œuvres sociales du groupe

Au titre des œuvres sociales, le groupe a versé 3 128 102 euros en 2010, dont l'essentiel concerne les tickets restaurant.

#### 5.3.7. Conditions d'hygiène et sécurité

La sécurité et la sûreté constituent aujourd'hui deux priorités incontournables dans le groupe, qui passe tout d'abord par l'application et le respect de la législation et des règles de sécurité et de sûreté concernant les personnes, les biens et les marchandises.

Le groupe porte une attention particulière aux problèmes d'hygiène et de condition de travail. Des formations spécifiques sont régulièrement organisées sur la problématique des gestes et postures, sur le respect des règles de conduite des engins de levage ainsi que sur les conditions d'utilisation des équipements.

La prévention du risque incendie est assurée par la formation des nouveaux collaborateurs au respect des consignes générales de sécurité et à la manipulation des moyens de secours (dispositifs d'alarme, d'alerte et de lutte contre l'incendie). Chaque commission de sécurité faisant l'objet d'une préparation préalable approfondie.

Enfin, le groupe est fortement engagé dans la lutte contre la malveillance. Il analyse pour cela de façon permanente les risques, dangers et vulnérabilités afin d'élaborer des plans d'actions cohérents et adaptés. Dans ce contexte, des dispositifs de protection mécanique, électronique et humaine sont mis en place.

## 6 – Description des zones de risques

Les zones de risques sont décrites dans le rapport du président sur le contrôle interne. Une étude par un cabinet indépendant pour cartographier les risques a été réalisée au cours de l'exercice 2010.

La cartographie des risques n'a pas mis en évidence de nouveaux risques pour l'entreprise mais a permis de hiérarchiser les priorités et les axes de travail.

A la connaissance de la société, il n'existe pas de faits exceptionnels ou de litiges autres que ceux présentés dans le présent rapport (cf. notamment la note 25) susceptibles d'avoir un impact sur la situation financière, le patrimoine, l'activité et les perspectives du groupe.

## 7 – Prises de participations

Au cours de l'exercice 2010, des participations nouvelles ont été prises dans les sociétés suivantes :

- Brico SG et Léomille en France ;
- Legerstock Vermeersch Andries NV en Belgique ;
- Bricorama Bouwmarkten II BV aux Pays-Bas qui détient Bricorama Bouwmarkt Apeldoorn BV.

## 8 - Situation de la société et de ses filiales à la date du présent rapport et perspectives 2011

### 8.1. Situation des filiales

En France, l'exercice 2010 de la filiale Bricorama France a été marqué par les événements suivants :

- L'arrivée de trois nouveaux franchisés à Sélestat, Tournon-sur-Rhône et Beaumont ;
- La reprise de trois magasins : Chemillé (ex franchisé racheté par le groupe), Jardres et Châtellerault ;
- Le transfert avec agrandissement des magasins de Royan, Guilherand-Granges, Châtellerault et Jeuxy, au concept initié à Mareuil-lès-Meaux ;
- La création en test, non concluant pour le moment, d'une nouvelle enseigne Brico//Usine à Clermont-Ferrand ;
- La création de 3 nouveaux magasins : Marseille 7ème, Courbevoie et Le Plessis Robinson ;
- La refonte du site e-commerce ;
- L'achèvement du déploiement du logiciel SAP en magasins ;
- Le lancement du projet commandes automatiques.

D'autre part, le litige évoqué en 2008 et 2009 et relatif à deux assignations de la société JG Capital Management, actionnaire minoritaire de Bricorama est toujours en cours. Ces litiges sont sans impact sur les comptes présentés.

Au Benelux, l'activité en 2010 a évolué de manière différente selon les pays et de manière assez comparable à 2009. Ainsi, alors que les filiales des Pays-Bas ont été sensiblement impactées par la crise économique à périmètre comparable, leur chiffre d'affaires représente 93 millions d'euros et leur résultat opérationnel courant s'élève à 3,9 millions d'euros.

Les filiales de la Belgique ont maintenu leur chiffre d'affaires à 115 millions d'euros soit au même niveau que celui de l'année précédente pour un résultat opérationnel courant de 5,4 millions d'euros.

D'autre part, l'exercice a été marqué au Benelux par les événements suivants :

- L'acquisition de trois nouveaux magasins : Middelharnis et Venlo aux Pays-Bas, et Eeklo en Belgique ;
- L'ouverture d'un magasin à l'enseigne Karwei à Apeldoorn (Pays-Bas) avec un autre franchisé ;
- L'agrandissement du magasin Gamma de Haarlem.

La filiale en Espagne, très impactée les deux années précédentes par la crise économique, s'est caractérisée par la stabilisation du volume d'affaires à surface comparable (soit environ 5 %) sur le deuxième semestre 2010. Ce constat est confirmé sur les deux premiers mois de l'année 2011.

La filiale Eoliennes de Trémeheuc, au cours d'une année 2010 a produit 20 176 303 KWh ce qui représente un chiffre d'affaires de 1 693,03 milliers d'euros. Ce chiffre d'affaires n'est pas intégré dans les comptes consolidés présentés (cf. note 33).

Enfin, la filiale Bricorama Asia Ltd a vu, conformément au plan de marche du groupe, son activité se maintenir au même niveau qu'en 2009.

### 8.2. Événements postérieurs à la clôture

- Le rachat du magasin de Romilly ;
- Le transfert du siège administratif de Noisy-le-Grand à Villiers-sur-Marne ;
- L'ouverture en mars du magasin de Séville en Espagne ;
- L'ouverture en mars du magasin de Clichy en France ;
- Le transfert avec agrandissement de Soustons en France.

### 8.3. Perspectives

En France, l'évolution de l'activité du groupe devrait être principalement induite par la croissance interne. Néanmoins, au gré des opportunités, le groupe se réserve la possibilité, comme en 2010, de procéder à quelques rachats d'indépendants tel que le magasin de Romilly, ex magasin à l'enseigne Mr Bricolage, réalisé fin mars 2011. Les autres objectifs principaux, en France, sont :

- le déploiement SAP dans les magasins franchisés au deuxième semestre 2011 ;
- la mise en place et le développement d'un site e-commerce renouvelé ;
- le déploiement du système de commandes automatiques permettant de minimiser les ruptures en magasins, d'améliorer la qualité du stock et surtout de réduire le volume du stock ;
- Le déploiement du nouveau concept de magasin initié à Mareuil-lès-Meaux en octobre 2009.

Au Benelux, le principal objectif, dans un marché désormais stabilisé notamment aux Pays-Bas, va consister à améliorer la rentabilité par la réalisation de remodelings sur certains magasins.

En Espagne, l'exercice 2011 devrait être un exercice de reprise de l'enseigne dans un marché désormais stabilisé et qui sera marqué par l'ouverture du neuvième magasin à Séville.

Au niveau groupe et relativement à la cotation actuelle sur Euronext, la société proposera à l'Assemblée Générale du 16 mai 2011 de transférer la cotation sur Alternext avec une prise d'effet en juillet 2011.

### 9 – Activité en matière de recherche et développement

Le groupe Bricorama, compte tenu de son activité de distributeur de produits de bricolage, n'a pas réalisé de dépenses en matière de recherche et développement.

### 10 – Participation hors périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe possède une participation non significative et qui ne rentrent pas dans le périmètre de consolidation sont les suivantes :

Nom	Pays d'immatriculation	Niveau de participation	Société concernée
Thiers Expansion SCI	France	0,02 %	Bricorama SA
Orga	Belgique	NS	Legerstock Vermeesch- Andries BV
Sapac	France	NS	Galeries Lindoises Solobri
Intergamma	Pays-Bas	NS	Sociétés du Benelux